

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

L'EUROPE EST-ELLE SUR LE BON CHEMIN?

de Manlio Contri

Il y a eu, entre février et mars de cette année, une série de rencontres internationales dont les protagonistes ont été des ministres européens et le sujet les problèmes européens. Plus qu'une série, nous pourrions dire une «rafale» de rencontres presque sans précédents: le sommet franco-allemand de Paris des 24 et 25 février entre le Chancelier allemand Schmidt et le Président français Mitterrand; la visite de ce dernier à Rome les 26 et 27 février et le voyage à Washington du ministre allemand des Affaires étrangères, Genscher qui a ouvert, ce que l'on a défini la semaine de l'Europe aux U.s.a. Ce voyage, en effet, a été suivi, le 12 mars, par la visite outre-océan du Président français Mitterrand.

Nous nous limiterons aux trois premières questions, car nous ne connaissons pas encore les thèmes et les résultats de la dernière rencontre, bien que l'on sache,

vaguement, que le Président français se battra en ce qui concerne les problèmes européens, surtout contre la «dictature du dollar».

Mais les trois premières rencontres suffisent déjà pour avancer quelques considérations et tirer certaines conclusions.

DE LA RENCONTRE DE PARIS ...

La rencontre parisienne entre M. Schmidt et M. Mitterrand n'avait en soi rien d'exceptionnel, car elle faisait partie des consultations régulières entre les deux pays, la trente-neuvième de la série. Mais les deux parties ont voulu donner à cette dernière une signification tout à fait particulière, comme on peut le déduire de la durée considérable des conversations et de l'importance des su-

jets traités. Il a été lancé - comme l'a dit le Chancelier - un «signal politique» en direction tant des Etats-Unis que de l'Union soviétique, mais aussi des «partenaires» de la France et de l'Allemagne fédérale au sein de la Communauté européenne. Trois ont été les thèmes principaux: le premier, de caractère général, au sujet des rapports Est-Ouest qui se sont encore détériorés après le coup de force militaire en Pologne; le deuxième, au sujet des perspectives incertaines des négociations de Genève sur les euromissiles, dans lesquelles Bonn et Paris voient une des dernières possibilités de freiner la course aux armements; le troisième, enfin, la hausse du dollar qui menace l'économie européenne. Bonn et Paris seraient décidés, à ce propos, à réagir avec des mesures de rétorsion économique; ils ont invité leurs amis européens à en faire autant. On compterait sur l'effet dissuasif d'une sorte de front commun européen sur les responsables de l'économie américaine.

Dernier sujet ayant, lui aussi, un grand intérêt européen, les difficultés et les incertitudes de la C.E.E. à propos desquelles on peut remarquer la réapparition des tentatives protectionnistes.

... À CELLE DE ROME

Contrairement à celle de Paris, la rencontre de Rome n'a pas respecté le protocole. Elle a eu lieu avec une participation très élevée de ministres des deux pays, au point qu'on l'a définie le «Conseil des Ministres italo-français». Les résultats ont été modestes mais concrets: aucun accord sur le problème du vin (problème sur lequel la Cour de Justice de Luxembourg se serait, par la suite, prononcée en faveur de l'Italie); aucun progrès pour la construction d'un nouveau type d'Airbus proposé par la France; des assurances de l'Italie pour l'exploitation industrielle de l'énergie nucléaire; un discours vague sur les initiatives contre l'offensive du dollar. Un aboutissement insignifiant, donc, qui a fait parler de résultats plus psychologiques que concrets.

Mais ce sont justement les résultats les moins remarquables qu'il faut peut-être prendre en considération dans le cadre, nécessairement à long terme, des effets concrets de la politique européenne. Et ceci, sur-

tout, si l'on se souvient de la proposition exprimée par M. Mitterrand au président du Conseil Spadolini, à l'occasion de la visite à Paris de ce dernier, au mois de novembre dernier, d'institutionnaliser les rapports de travail entre la France et l'Italie, comme ils le sont déjà entre Paris, Londres et Bonn. Il s'agissait, en outre, d'adoucir l'amertume de l'Italie cachée par sa cordialité, pour le coût de l'axe Paris-Bonn et rééquilibrer la Communauté européenne vers le Sud, en refusant d'éventuelles mises à l'écart. Enfin, comme certains commentateurs (*Le Monde*) l'ont dit, la visite de M. Mitterrand à Rome devait s'inscrire dans sa politique consistant à tenter de «sortir de Yalta», à travers la réorganisation de l'Europe occidentale, afin qu'elle ne soit plus ballottée entre les deux Grands. Des résultats non concrets donc, mais certainement politiques et non précisément psychologiques.

... ET À LA VISITE À WASHINGTON

De la visite de M. Genscher à Washington il faut également isoler, en ce qui concerne l'Europe, la relance, dans les colloques avec MM. Reagan et Haig, de l'idée déjà proposée au mois de février dernier, par le ministre italien des Affaires étrangères, M. Colombo, dans la capitale américaine, d'établir un mécanisme régulier de consultations périodiques à haut niveau entre les Etats-Unis et l'Europe dans le but d'harmoniser les points de vue. Cette idée fut mieux précisée dans un discours à l'Université de Georgetown lorsque le ministre Colombo proposa un «traité d'amitié entre les Etats-Unis et la C.E.E.», prévoyant des réunions périodiques entre les ministres des Affaires étrangères pour coordonner les stratégies sur tous les problèmes politiques et économiques. Il reste à voir, maintenant, si les représentants de Washington, en principe favorables à des consultations plus fréquentes entre les alliés, préféreront le principe des intérêts communs occidentaux ou celui des intérêts globaux américains égoïstes.

Les rencontres de Paris, Rome et Washington ont donc eu comme thème les problèmes européens discutés entre les Européens et les problèmes, également

européens, discutés avec une des superpuissances, celle de l'Occident. Avec la superpuissance orientale qui, tant géographiquement que comme origines culturelles, est plus proche des Européens, le dialogue n'a pas encore commencé. Il s'est agi d'une série de rencontres résonnant incontestablement au désir des participants de relancer les problèmes européens, mais qui ont eu un caractère fragmentaire. Une initiative italo-française a été particulièrement appréciable: celle de ne pas réduire la rencontre de Rome à un sommet entre les deux chefs d'Etat et de Gouvernement, mais de l'élargir à tous les ministres responsables des thèmes en discussion. Mais l'observateur attentif, l'euro péiste dans notre cas, aurait voulu quelque chose de plus. Il a été fait un petit pas encourageant, certes, mais ce n'est qu'un petit pas auquel d'autres devraient suivre pour s'engager sur la bonne voie. Il serait utile que les problèmes européens soient affrontés, après la discussion dans les différents sièges séparés, lors d'une réunion de tous les participants de l'alliance européenne.

S'AGIT-IL ENCORE D'UNE EUROPE AUX INTERETS PARTICULIERS?

Au cours de la réunion de Paris, on a encore malheureusement parlé de l'axe Paris-Bonn et dans celle de Rome de l'amertume des Italiens pour cet axe qui prétend être l'ossature de la Communauté européenne. Comme nous l'avons rappelé, il n'y eu aucun point d'accord, pas même pour un problème marginal comme celui du vin et sur un autre problème bien plus important comme celui du gazoduc soviétique. Ces idées sont divergentes. C'est le signe que nous sommes encore à l'Europe des Axes, à l'Europe des intérêts particuliers.

C'est à se demander quand de l'Europe de la division et des égoïsmes, on arrivera à l'Europe des intérêts communs, à l'Europe de l'Union.

Lorsqu'en 1970, des millions d'Européens furent appelés aux urnes pour élire le Parlement européen, leur Parlement, les esprits entrevirent l'espoir d'une ère nouvelle pour le Vieux Continent. L'élection de ce nouvel organisme semblait, à cette époque, l'acte le plus opportun pour freiner la

crise de la Communauté face aux événements internationaux les plus graves, d'autant plus que la Communauté était menacée de paralysie dans ses crises internes et dans les conditions de sa croissance. Certes, ce Parlement fut créé avec des fonctions limitées, comme moyen de contrôle politique et administrative des trois Communautés. En poursuivant sur la voie des petits pas qui, en politique, est peut-être la formule la meilleure et la plus réaliste, ne sera-t-il pas possible d'arriver un jour à un Parlement qui soit un instrument pour une reprise plus nette de l'intégration européenne? Une intégration non seulement économique, mais aussi politique, qui puisse discuter les grandes tendances, les grands choix (voir l'épisode du gazoduc soviétique) qui sont maintenant examinés d'une façon fragmentaire et sans aucun point de vue général, lors des rencontres soi-disant bilatérales. Il faudrait, en somme, un Parlement qui discute périodiquement «l'Etat de l'Europe», où l'Etat serait entendu comme «Condition», une sorte de bilan de ce qui a été fait et de ce qui sera fait.

Nous savons que toute récrimination du passé est inutile. Mais l'identification des erreurs et des points faibles est de très grande importance pour les corriger et les améliorer. Ce qui est arrivé au cours des semaines dernières confirme que l'Europe de la Communauté est née imparfaite et doit encore grandir et mûrir pour se préparer à l'avenir et répondre aux défis qui lui viennent aussi bien de l'Ouest que de l'Est.

Mais il a été également démontré que quelque chose commence à bouger.

L'intensification des consultations et des confrontations doit être considérée comme un signe que cette nécessité est maintenant plus ressentie. On a peut-être la sensation de s'être acheminé sur la bonne voie, tout au moins dans ce secteur. Pour le moment, on l'a entrevue involontairement. Il se peut que tout ceci se produise demain, dans la pleine conscience que des consultations générales approfondies et périodiques sont de très grande utilité pour atteindre les objectifs communs.

Le 12 mars 1982

M.C.

From: Lord Gladwyn, GCMG, GCVO, CB,



62 Whitehall Court,
London, SW1A 2EL.

February 16, 1982.

Dear Signor Cestelli,

I have just seen your article entitled
"La Maladie de l'Europe s'appelle Yalta".

The idea that Europe was carved up into two blocs at this Conference is an illusion. That it ended up a few months later in this deplorable state is a fact. Short of declaring war on their Eastern ally - whose claim to have been largely responsible for the defeat of Hitler can hardly be questioned - the Western Powers could not have prevented the Russians from getting where they did. It was equally impossible for them subsequently to insist that the Russians should evacuate what, rightly or wrongly, they claimed to be their "zone of influence" necessary to protect Holy Russia against yet another invasion from Western Europe.

At Yalta, Churchill and Eden did what they could to induce the Soviet Government to instal democratic regimes in "liberated" countries. The Declaration liberated Europe which the Russians then agreed was an excellent document. Unfortunately, the Russians subsequently tore it up, just as they repudiated what was a reasonable Polish settlement.

In short, the division of Europe into East and West was the inevitable result of Hitler's war. If you want to blame anybody for this admittedly deplorable situation you must blame the Führer and the misguided German people who surrendered their sovereignty to a madman.

Signor Roberto Cestelli,
c/o Bulletin Européen,
Foro Traiano 1/A,
Rome.

Lord Gladwyn

Réponse à Lord Gladwyn

LE MYTHE DE YALTA

de Roberto Cestelli

Cher Lord Gladwyn,

Vous avez parfaitement raison lorsque vous affirmez, du point de vue juridique, qu'il est inexact d'attribuer à la «Déclaration de Yalta» le partage de l'Europe en deux blocs, d'autant plus que vous reconnaissez immédiatement que cet événement déplorable survint quelques mois plus tard, à peine, lorsque les Soviétiques démontrèrent, en Roumanie tout d'abord, et en Pologne ensuite, ne pas vouloir respecter les accords passés à Yalta et qu'ils imposèrent la mise au pouvoir de gouvernements non démocratiques dans les pays libérés de l'occupation nazie.

Yalta est devenu le symbole de cet événement et tant l'expression «sortir de Yalta», employée par le Président Mitterrand, peu après l'occupation de la Pologne par ses propres militaires, que l'interview accordée, plus tard, par le Chancelier Schmidt au «New York Times», reflètent la légende qu'il a été décidé à Yalta tant le partage de l'Europe que la prison géopolitique et stratégique éternelle de quelques pays de l'Est européen.

D'autre part, pour protéger leur «droit de regard» sur la Pologne, ces mêmes Soviétiques ont utilisé ce mythe erroné de Yalta et le deux mars, dans le communiqué final à la suite des entretiens à Moscou entre Jaruzelski et Brejnev, ils se sont référés aux *«traités et aux accords internationaux qui*

ont entériné les résultats de la Seconde Guerre mondiale et donné le visage actuel de l'Europe».

Dans mon article «La maladie de l'Europe s'appelle Yalta», je n'inflige pas de blâmes pour la situation existante, déplorable et inadmissible, car je n'entends nullement soulever de polémiques, mais effectuer simplement une analyse de psycho-histoire sur la naissance de ce mythe de Yalta et sur ce sentiment d'infériorité que nous autres, Européens, avons et qui permet aux deux superpuissances de venir chez nous, à Genève, pour traiter exclusivement entre eux des problèmes qui concernent directement notre survie.

Ma critique est donc essentiellement constructive et tend à réveiller l'amour-propre des Européens pour qu'ils réduisent au silence leur égoïsme et leur nationalisme et qu'ils s'unissent pour constituer cette troisième force sans laquelle le monde semble ne pas pouvoir jouir d'une paix effective et durable.

Je ne peux cependant pas accepter la conclusion de votre lettre, cher Lord Gladwyn, parce qu'il est trop commode d'utiliser toujours le même récipient pour y entasser les erreurs que chaque participant - l'un plutôt plus, l'autre plutôt moins - a de toute façon commise en préparant et en faisant la Seconde Guerre mondiale.

Pour vous citer un exemple et pour sortir de la vaste littérature historique, je vous invite, au cas où vous ne l'auriez pas fait, à lire un document vivant: la longue conversation conduite par George Urban, dans les derniers numéros de la revue «*Encounter*» avec Averell Harriman, le représentant de Roosevelt auprès de Staline et de Winston Churchill.

Tout en ayant un respect compréhensible à l'égard du président défunt, Harriman reconnaît que le jugement de Roosevelt de «*n'avoir aucun doute qu'après la guerre les voies de l'Amérique et de la société soviétique auraient convergé*» était un non-sens et que l'homme politique américain avait péché par extrême ingénuité, sans parler de la totale incompréhension et de l'ignorance historique vis-à-vis de ce système que Staline représenta, à Yalta justement, avec une habileté consommée.

Or la conférence de Yalta avait été précédée, le 12 septembre 1944, à Londres, de l'accord entre les «Trois Grands» sur la définition des zones d'occupation en Europe et de la rencontre successive à Moscou, le 9 octobre de la même année, de Winston Churchill, accompagné d'Eden, avec Staline, assisté de Molotov, son ministre des Affaires étrangères.

D'après ce qu'écrivit Churchill au chapitre XV du onzième tome de son «*Histoire de la Seconde Guerre mondiale*», il semble que le partage de l'Europe, avec l'abandon à l'influence soviétique de la partie orientale et balkanique, ait eu ses bases justement lors de cette réunion.

Le but de papier sur lequel Churchill traça ce partage semble être le document indiscutable qui fut le point de départ de tout.

Churchill raconte: «*Je passai la feuille à Staline qui avait, entre-temps, écouté la traduction. Il y eut une brève pause. Puis, le maréchal prit un crayon bleu, fit un grand signe sur la feuille et nous la rendit. Le temps pour mettre au point tout ceci fut aussi bref que celui que nous mîmes pour nous asseoir.*

Puis, il y eut un long silence. La feuille de papier, avec le signe fait au crayon, resta là, au beau milieu de la table.

A la fin, je déclarai: «Ne serons-nous pas considérés comme des cyniques si l'on apprend la façon improvisée avec laquelle nous avons pris des décisions aussi graves pour des millions d'hommes? Brûlons cette feuille».

«Non, gardez-la», répliqua Staline. Et c'est ce que je fis».

Il est incontestable que les grandes démocraties occidentales portent la responsabilité de graves erreurs et bien qu'ayant gagné la guerre, elles n'ont pas su gagner la paix qui est, dans chaque guerre, le but final et l'unique justification.

Mais trop de problèmes pressent et le temps qui nous reste pour les résoudre ne laisse pas d'espace pour les polémiques sur des événements passés.

Que la situation européenne actuelle dépende de traités ou d'un état de fait a peu d'importance. Les traités ne durent jamais longtemps et les situations de fait évoluent; ce qui s'est passé récemment dans tous les pays de l'Est européen, démontre que les ferments évolutifs sont déjà en cours.

Nous autres, Européens, devons nous débarrasser de cette crainte révérentielle que nous nourrissons à l'égard des deux superpuissances et du spectre de la guerre dont toutes les deux nous menacent d'être le théâtre.

Dans la situation actuelle de stagnation atomique, d'où ni les Usa ni l'Urss ne sont capables de sortir, je ne vois pas comment il serait logiquement et matériellement possible que l'une de ces deux superpuissances ou que toutes les deux puissent déclencher un conflit atomique qui entraînerait l'Europe en laissant indemnes les protagonistes qui, par contre, et selon la logique et la stratégie, seraient les premiers et les seuls à être frappés.

Ce sont les incertitudes et les hésitations des politiques étrangères de nos pays, incapables de se mettre à l'unisson, qui représentent notre véritable faiblesse; ce sont les marches absurdes pour la paix, organisées à sens unique, qui représentent le véritable danger; ce sont les sursauts d'orgueil nationalistes creux qui sévissent encore qui font vraiment peur; ce sont les guerres du hareng, de la morue, du vin, du beurre, de l'Europe verte ou du bilan communautaire qui nous empêchent de rester debout, forts et libres, pour affronter, unis, les grands problèmes qui nous attendent aujourd'hui, à l'aube, déjà, de l'an 2000.

C'est contre ces absurdités que je livre bataille.

R. C.

Etats souverains

UNE MENACE POUR LA PAIX

de Sergio Maria Pisana

Conseiller Central du Parti Fédéraliste Européen

Il est à la fois surprenant et consolant de constater l'identité de conclusions auxquelles peuvent parvenir, en adoptant des voies différentes, des hommes qui ne se connaissent pas, qui diffèrent par leur âge, leurs expériences, leur profession.

Je ne connaissais pas Roberto Cestelli lorsque je proposai, en janvier dernier, à la Direction nationale de mon parti, l'approbation d'un Appel pour la Paix, que Dacirio Ghizzi Ghidorzi a défini comme l'un des documents les plus importants que le Parti ait jamais adopté et remarquable par le réalisme qui l'anime. Deux semaines plus tard, j'eus l'occasion de lire l'article de fond de Cestelli, publié dans le «Bulletin Européen» de décembre 1981, au titre éloquent «La maladie de l'Europe s'appelle Yalta». C'est avec une surprise agréable que je constatai que, dans cet article comme dans l'«Appel», le diagnostic était identique: Yalta, cause de la désagrégation actuelle de l'Europe; Yalta, cause de la menace à la paix dans notre continent. L'«Appel» spécifie: «Au-dessus et hors de la polémique fourvoyante socialisme-capitalisme, c'est le partage de l'Europe, décrété à Yalta, qui est la cause des tragiques événements de Pologne, tout comme, il y a plusieurs années de cela,

les moins dramatiques événements de Turquie. Chaque fois qu'un pays satellite, qu'il soit d'un bloc ou d'un autre, donne des signes de vouloir s'éloigner de l'orbite qui lui a été attribuée, il est contraint, d'une façon ou d'une autre, de rentrer dans le rang. Au point qu'à l'état actuel des choses, c'est un véritable contresens que de parler de souveraineté nationale, de faits internes d'un pays et d'autres choses; et il est pathétique, de la part d'un gouvernement comme le nôtre, de rappeler les Grands au respect du principe de non-ingérence. L'Europe supporte les dangers les plus grands de cette situation de vassalité, parce que c'est là que passe la frontière entre les deux blocs et c'est là que se déroulerait un éventuel conflit armé. Déjà déchirée par des guerres fratricides déchaînées par ces mêmes Etats, l'Europe serait désormais un champ de bataille dans une guerre déclenchée par d'autres pour défendre leurs propres intérêts. La division de l'Europe et la frontière entre les deux blocs, établis à Yalta, sont donc la cause du danger menaçant la paix. Il n'existe qu'un seul moyen pour l'écarter: effacer Yalta, reprendre en main son propre avenir, refuser de servir de chair à canon et de champ de bataille pour des tiers».

Le diagnostic ne s'arrête toutefois pas là. L'opinion publique, en effet, se rend compte depuis quelque temps de l'aspect ô combien funeste de l'ordre de Yalta: ceci ne suffit pourtant pas; il faut être attentif à l'aspect réaliste des causes. Il ne sert à rien de lancer des anathèmes sur des personnes et des chefs d'Etat, prétendus responsables de cet état de fait. L'ordre de Yalta ne fut pas le résultat de la mauvaise volonté des Trois Grands. «Il ne fut - poursuit l'«Appel» du P.F.E. - que la conséquence logique de l'absence de pouvoir qui s'était créée en Europe à la fin du second conflit mondial, comme fruit extrême de siècles de luttes intestines, avec lesquelles les Etats nationaux européens avaient ensanglanté le sol du continent. Ce vide de pouvoir avait attiré, comme par une loi physique, les puissances externes des deux Etats impériaux. Si le morcellement de l'Europe en Etats rivaux et l'absence de pouvoir qui s'en est suivi ont été la véritable cause de l'ordre imposé à Yalta, il serait absurde de prétendre renverser cet ordre alors que persiste la division de

l'Europe en petits Etats impuissants. Pour contester Yalta avec un minimum de crédibilité, il convient de vouloir fermement les Etats-Unis d'Europe. Un Etat européen, fédéral pour sauvegarder les diversités, mais unique dans ses structures monétaires, diplomatiques et militaires, serait pleinement excusé s'il chassait Yalta, s'il refusait la logique des deux blocs - qui empoisonne et bouleverse également la vie interne de nos pays - et s'il garantissait, à lui seul, sa propre indépendance et la paix rendant, en même temps, impossible la guerre entre ses Etats-membres. Fort de son niveau élevé de vie et de civilisation, du talent de ses fils qui en sont plus contraints à le mettre au service d'autres nations, de sa puissance économique et de ses ressources technologiques, l'Etat fédéral européen serait un interlocuteur valable de l'U.r.s.s. et des U.s.a., sans être esclave de l'une ou de l'autre. Il pourrait, de toute façon, choisir en pleine souveraineté et entièrement seul, ses propres modèles de vie et ses propres alliances».

MAIS POUR GUERIR, IL FAUT AVOIR CONFIANCE DANS LA GUERISON

Comme on peut le remarquer, dans l'article de Cestelli et dans l'«Appel» du P.F.E., non seulement le diagnostic est identique, mais également la thérapie proposée. Et peut-être ce qui importe le plus, c'est que l'on y trouve une confiance dans la capacité de renouveau de l'Europe, à laquelle la presse européenne, souffrant de défaitisme moral, nous a bien rarement habitués. La guérison de l'Europe ne pourra pas manquer, car le malade n'est pas aussi grave que voudraient nous le faire croire des fossoyeurs intéressés: il a en soi les capacités vitales pour réacquérir une santé de fer, à condition d'avoir confiance dans sa guérison et de vouloir guérir.

Car de tous les coups qui ont été portés

contre l'Europe, le plus délétère, plus féroce que les destructions et les massacres matériels, est celui qui a brisé son esprit en lui retirant non seulement la confiance en soi-même, mais aussi la volonté de renaître. L'Europe s'est habituée à sa maladie, tout en reconnaissant également les côtés, pour ainsi dire, positifs: à quoi bon s'intéresser à ce qui se passe dans le monde, quand les autres peuvent se charger d'exercer les fonctions de gendarme? Kissinger n'avait pas tort quand il avertissait brutalement que les U.s.a. ont la responsabilité à l'échelle mondiale et les «alliés européens» uniquement au niveau régional; qu'ils restent donc à leur place et ne prétendent pas toujours dire leur opinion quand il s'agit de problèmes à la solution

desquels ils n'apportent pas de contribution appréciable.

Il est bien connu que ce défaitisme moral est une maladie. Contraint, de par ma profession, à m'occuper des problèmes de nombreux prisonniers de guerre, il m'est arrivé de connaître le cas d'une personne qui avait été internée dans un lager nazi, mais qui répétait constamment que la période passée dans cet endroit été la meilleure de sa vie: tout était réglé selon la pédanterie teutonique et elle n'avait jamais à faire de choix; il suffisait d'attendre, même devant la douleur et la mort. Je dois ajouter que ce pauvre homme demandait la pension de guerre, car, désormais totalement apathique et aboulique, bien qu'encore lucide d'esprit, il était réduit à passer, inutilement, d'une clinique neurologique à une autre.

Certes, devoir choisir est difficile, risqué et vous procure des ennemis; c'est tellement commode, avec l'excuse de sa propre faiblesse, de laisser que ce soient les autres qui tirent les marrons du feu. Mais on ne peut pas prétendre, en même temps, vouloir manger ces marrons. Renoncer à être sujet de choix, comporte devoir se résigner à être l'objet des choix faits par les autres. Je n'ai pas besoin, de même, de rappeler les pages immortelles de Dostoïevski dans «Le Grand Inquisiteur». De deux choses l'une: ou l'on accepte ses propres responsabilités, et l'on a bien le droit, alors, de forger son propre destin; ou l'on abdique devant elles et il faut, alors, accepter ce que décident les autres pour nous. Voilà ce qu'il faut dire aux milliers de jeunes qui «marchent» pour la paix. Leur motivation est certainement ap-

préciable mais ils ne se rendent pas compte que disperser leurs énergies dans ce genre de manifestations est stérile et, en dernière analyse, dangereux parce que les Européens, divisés comme ils le sont, ne peuvent légitimement pas prétendre dire leur mot sur un sujet qui les dépasse, comme celui de la paix. On ne demande pas la paix aux autres; on l'acquiert et on la défend tout seul, si l'on en est capable; autrement, il vaut mieux se taire. Désormais, l'Europe serait en mesure de défendre sa propre paix, comme elle serait en mesure de choisir son propre avenir, si seulement elle savait trouver son unité politique: mais cela dépend d'elle, non des autres. Et comme c'est la faute des Européens s'ils restent encore divisés, qu'ils aient la pudeur de porter la livrée avec désinvolture et qu'ils n'agacent pas Reagan et Brejnev avec leurs malédictions impuissantes, susceptibles de les troubler autant que le blasphème d'un nain peut égratigner l'Omniprésent.

Ce concept (sibi imputent!) est à la base de cette dissociation du Parti Fédéraliste Européen des protestations faciles des soi-disant pacifistes, qu'ils marchent ou non, que les premières phrases de l'Appel affirment avec véhémence. J'ai trouvé - et ici aussi cette coïncidence ne peut que me réjouir - un concept analogue dans l'article de Manlio Contri paru dans le Bulletin Européen de mars: «A qui la faute si les Européens n'ont pas réagi à Genève? De ceux qui les ont exclus de la salle ou de ceux qui n'ont eu ni le courage, ni l'orgueil de se faire admettre? Et comme la faute a été des Européens, il ne reste plus qu'à battre sa coulpe».

POUR SAUVER LA PAIX, LA MARCHÉ A PIED NE SUFFIT PAS

Mais ce que le document du P.F.E. reproche le plus aux marcheurs de la paix, justement, c'est leur ingénuité de fond qui, en politique, est une erreur, raison pour laquelle ils deviennent des pions dans les mains de ceux qui sont plus habiles pour les manoeuvrer. «Le P.F.E. ne s'associe pas aux protestations faciles des soi-disant pacifistes, qu'ils marchent ou non, qui deviennent - en sous-entendant que la paix dépend de la bonne volonté des gouvernants, sans s'ef-

forcer de localiser les causes réelles de la menace pour la paix ni, encore moins, les moyens pour les éliminer - un pion de quiconque est prêt à exploiter des émotions et des états d'âme compréhensibles en soi, afin d'accroître sa propre puissance aux dépens de l'adversaire».

D'autres organisations qui partent, pourtant, des mêmes critiques lancées par le P.F.E., ont fait un choix stratégique opposé. Le Mouvement fédéraliste européen, par ex-

emple, a choisi de chevaucher le tigre, s'imaginant de pouvoir se mettre à la tête du mouvement pédestre pacifiste, pour le convaincre que sans la Fédération européenne la paix est impossible. A Milan, il est même allé jusqu'à organiser une nième marche pour la

paix, ne réussissant pas à éviter que le gros du cortège ne scande des slogans contre Reagan, comme s'il était le seul «méchant» qui menace la paix et non, par contre, le système bipolaire de Yalta.

SEULE LA FEDERATION EUROPEENNE
PEUT GARANTIR LA PAIX EN EUROPE

Il faut, d'ailleurs, être honnête. Quand on affirme que le fédéralisme est la doctrine de la paix, parce que sans Fédération, il ne peut y avoir de paix, mais une trêve seulement - la paix n'étant pas l'absence temporaire de guerre, mais l'impossibilité de faire la guerre -, on affirme une chose exacte. C'est, en effet, le système fédéral qui, retirant aux Etats-membres la faculté et les moyens matériels pour faire la guerre qu'il transfère à l'Etat fédéral, rend la guerre impossible entre les Etats-membres. Mais il est clair que la possibilité de la guerre continue à subsister entre les Etats fédéraux et, en effet, USA et URSS sont tous les deux des Etats fédéraux et le risque de guerre entre eux est toujours présent. Seule la Fédération mondiale rendrait vraiment impossible la guerre, parce que tous les Etats du globe seraient associés au sein de cette Fédération qui pourrait résoudre, en toute souveraineté, les controverses qui surgiraient entre eux. Avec le fait, cependant, que le risque extrême d'une guerre de sécession ne serait jamais exclu.

Mais les fédéralistes européens n'ont pas pour but final sur le plan idéologique la Fédération mondiale; leur but politique est la Fédération européenne. Le problème de la paix mondiale est tellement ardu, plein de retournements de situation et de causes entremêlées, qu'il ne peut même pas être discuté dans les limites étroites de cet article. Bien plus modestement, le Parti Fédéraliste Européen - ou, tout au moins, sa composante italienne - se préoccupe de maintenir la paix en Europe. Et pour le faire, il n'y a que le vieux système: devenir forts grâce à l'unité politique, prendre en mains les rênes de sa propre histoire, défendre sa propre paix et, éventuellement, sa propre neutralité, ne pas se laisser entraîner dans des conflits externes. Des Etats faibles et petits non

seulement ne peuvent pas influencer la politique des Grands, mais ne sont même pas en mesure de se dissocier des guerres que pourraient déclencher ces derniers.

Lutter pour la Fédération européenne est donc la seule façon concrète et réaliste de contribuer à la sauvegarde de la paix en Europe; toutes les autres - les marches irresponsables, les prêches moralisateurs, les exhortations à la bonne volonté et à la compréhension réciproque, les souhaits pathétiques d'un ordre mondial plus juste - sont des élucubrations verbeuses et vides, des exercices d'une rhétorique vaine et une gymnastique non seulement inutiles, je le répète, mais même dangereuses, dans la mesure où ils engendrent dans l'opinion publique l'idée qu'il suffirait, pour éviter la guerre, que soient meilleurs ceux qui commandent: et la seule chose qui nous reste à faire est d'espérer et - si l'on est croyant - de prier. Voici pourquoi, également, «le P.F.E. se dissocie du comportement moraliste de ceux qui voudraient sauver la paix avec des appels à la compréhension réciproque, au respect des droits d'autrui, à l'instauration d'un ordre mondial plus juste. Le P.F.E. n'est pas sans ignorer que chaque action politique ne peut avoir pour origine que la réalité et donc la considération réaliste de ce qui est, plutôt que de ce qui devrait être».

Et comme ce sont le système des Etats soi-disant souverains, d'une part, et le duopole de Yalta, d'autre part, qui menacent la paix, si ces deux conditions ne sont pas éliminées de droit et de fait, la paix en Europe ne sera toujours et seulement qu'un intervalle entre deux guerres, comme le dit Giraudoux.

S. M. P.

LES PROBLEMES ACTUELS DE L'UNIFICATION EUROPEENNE

VUS PAR M. SPADOLINI

Président du Conseil des ministres de l'Italie

(extraits d'une conférence prononcée à Milan, en mars 1982)

En se référant au rôle de l'Italie, Montale disait: «L'Italien croit en l'Europe, même si c'est une croyance déçue; pendant beaucoup d'années, on a dit aux Italiens d'abandonner leur fond provincial, patriarcal, et de faire connaître leur force désunie; et pourtant l'Italie est un pays disponible, dont le génie ne lui a jamais permis de s'enfermer en soi-même; et même si elle voulait le faire, l'Europe qui en a vraiment besoin la rappellerait à son destin.»

Au mois d'août 1947, dans l'Assemblée constituante, Einaudi, que personne ne pensait en ce moment destiné à devenir président de la République dans quelques mois, caractérisait l'idée européenne comme une forme d'utopie: «Il s'agit peut-être de l'utopie, disait-il, mais le choix est seulement entre l'utopie et la loi de la jungle, entre l'utopie et la mort.»

Dès lors, la construction européenne a représenté une constante des gouvernements de la République et s'est associée aux choix occidentaux fait par l'Italie pendant la présidence de De Gasperi; quand on dit «Europe» on doit rappeler l'europhisme dégasperien entre 1948 et 1953.

Certainement, le processus d'unification européenne passe par un moment difficile, qui se ressent de la conjoncture économique mondiale défavorable et des phénomènes de profonde transformation et

inquiétude qui agitent les nations des démocraties industrielles et les nations émergentes.

Mais nous ne devons pas rester inertes devant ces difficultés, figés dans l'attente fataliste de temps meilleurs. On ne doit ni interrompre l'activité, ni conditionner passivement la construction de l'Europe par l'alternance des cycles économiques ou par les vicissitudes parfois dramatiques, qu'on vit de nos jours aussi. Il est certain que la conscience d'un pouvoir uni, décisif, est solidement ancrée dans l'esprit des Européens et qu'elle existe au-delà des divergences et contradictions entre les gouvernements. Les réalisations déjà acquises et l'évolution incontestable de l'Europe depuis la naissance de la Communauté Economique Européenne, constituent la preuve que le projet originaire des pères fondateurs, les De Gasperi, les Adenauer, les Schumann, n'était pas fondé sur des idées utopiques, mais il était l'indice d'une grande clairvoyance politique et l'expression des aspirations et des nécessités de nos peuples.

On doit donc continuer l'oeuvre des pères fondateurs, en la rendant plus riche et appropriée aux conditions historiques capricieuses et aux exigences actuelles. Il faut élargir le système des consultations préventives, promouvoir la tendance vers des positions communes concernant les plus im-

portants problèmes de politique externe qui intéressent l'ensemble des dix.

On ne saurait surestimer l'importance de la recherche de nouvelles et plus profondes convergences dans le cadre des centres nationaux de politique externe, du respect absolu des prérogatives reconnues par les traités au Parlement européen, démocratiquement élu, et de son aspiration d'exercer sur la réalité communautaire une influence toujours plus grande.

C'est dans ce projet institutionnel qu'on exprime l'initiative prise conjointement avec le gouvernement de Bonn de relancer l'union européenne. Nous avons rédigé un document - l'Acte européen - qui établit les nouvelles directions d'action qui, si on le jugeait nécessaire, pourraient être modifiées et ratifiées.

Le moment politique de l'action de l'Europe, sa force d'influence sur la scène internationale grâce à ses mouvements populaires, et à ses tensions, les crises de l'Amérique Centrale, de l'Asie et du Moyen Orient, ne doivent pas être considérés seulement comme des facteurs du progrès de la coopération politique; ils font partie aussi de la capacité globale de l'Europe des Dix d'agir dans l'intérieur, d'une manière cohérente avec le projet d'unification et en tenant compte de la complexité de la réalité internationale, ce contexte historique imprévisible de notre décennie.

Aujourd'hui, le noeud politique qui doit être tranché, le devoir qui doit être accompli avec priorité absolue, est de faire sortir la communauté de l'aridité d'une gestion des petits intérêts et d'une vision comptable et notariale du processus européen.

Le comportement en matière d'économie doit être en accord avec les tâches des gouvernements communautaires. A la fin de juin 1981, quand j'ai été nommé président du Conseil des Ministres, l'Italie détenait le primat absolu en matière d'inflation et même la Grèce déclarait alors un taux d'inflation de peu inférieur au nôtre, qui était de 22 pour cent environ; le taux d'inflation de la République Fédérale d'Allemagne dépassait le 5,5 pour cent, en France il s'élevait à 12 pour cent, en Grande Bretagne à 11 pour cent, en Belgique à 3,5 pour cent, au Danemark à 5,8 pour cent. Maintenant, en Grèce l'inflation s'est accentuée et chez nous elle a diminué un peu, mais nous nous empressons pas de célébrer une grande vic-

toire, car en Italie l'inflation reste assez haute. En tous cas, nos efforts pour l'abaisser, pour améliorer la balance des comptes, pour renforcer les réserves de devises et augmenter les exportations, ne peuvent pas être considérés échoués, car ils ont abouti à quelques résultats positifs.

Je considère ça une première étape d'une longue entreprise qui exige toute une série d'actions cohérentes de la part du gouvernement italien pour éviter de voir notre pays expulsé de l'Europe et la remise en question de notre participation au système monétaire européen.

A l'occasion de la rencontre avec le Président français au Palais Farnèse, François Mitterrand a parlé aux intellectuels de la nouvelle Europe, née sur la base du traité de Rome il y a vingt-cinq années. A Rome, je lui ai rappelé que chaque pas en avant de l'amitié italo-française représente un pas de l'Europe contre les formes de nationalisme et isolationnisme des deux pays. Les échanges de vues italo-français ont acquis une valeur importante et nous pouvons constater l'identité complète des rapports Paris-Rome avec les rapports Paris-Bonn.

Je considère cette visite du président Mitterrand le commencement d'une nouvelle phase de la construction européenne. A l'horizon se dessine une Europe ferme, une Europe Rome-Paris-Bonn, décidée à établir des rapports de collaboration globale, organique avec la Grande Bretagne, des rapports de fidélité absolue envers l'alliance atlantique et une ligne paritaire de partnership avec les Etats-Unis.

Voilà pour les directions d'action, mais la Communauté devra trouver les voies intérieures de l'intégration. A la fin de mars, à Bruxelles, nous devons résoudre les problèmes de l'intégration économique; c'est ainsi qu'on soulignera la fonction politique de l'Europe, dans une situation internationale extrêmement complexe, qui rendra plus difficile notre action et notre fonction.

Dans le cadre des alliances occidentales et de l'alliance atlantique, il est possible d'améliorer et de renforcer le timbre et la qualité de la voix de l'Europe; et à propos de cet aspect, je dois rappeler que les rapports avec la France de M. Mitterrand sont meilleurs que ceux avec la France de M. Giscard d'Estaing.

OPERATION CROCODILE

de Umberto Pagani

Opération crocodile: il ne s'agit pas d'un nom mystérieux de code, mais d'une initiative politique qui tire son nom du restaurant strasbourgeois où elle a vu le jour. Le projet d'Altiero Spinelli, son créateur, est simple et ambitieux: il faut que le Parlement européen se reconnaisse une vocation de «constituante» et prépare un nouveau Traité qui réanime et relance l'unification de l'Europe. La première phase de cette opération - la création au sein de l'euro-hémicycle d'une commission permanente ayant pour tâche d'élaborer une nouvelle «Charte européenne» - a été approuvée par une frange importante couvrant tous les pays et tous les groupes politiques.

Quand dans le désormais lointain mois de juillet 1979, se réunirent pour la première fois, dans la salle du Palais de l'Europe, à Strasbourg, les 410 députés élus directement par plus de 110 millions de citoyens, nombreux furent ceux qui considérèrent avec une confiance renouvelée et de légitimes espoirs ce Parlement européen issu du suffrage universel comme l'institution qui aurait su imprimer un nouvel élan à une Communauté sujette aux pressions déviantes des intérêts nationaux et contrainte d'agir dans les limites d'une intégration surtout économique. C'était le signal longtemps attendu pour remettre en marche le processus d'intégration politique de l'Europe, voulu par ses «pères fondateurs» et dont les Traités de Paris et de Rome ne représentaient que le

point de départ. Deux ans après cette élection historique, il nous faut reconnaître objectivement, que les grandes attentes sont, tout au moins en partie, déçues. Les premiers à s'en apercevoir sont les parlementaires européens eux-mêmes, décidés à réagir avec une initiative éclatante à un état de choses décevant et insatisfaisant.

UNE «CONSTITUANTE» EUROPEENNE

C'est un petit noyau d'européistes acharnés, ayant à sa tête l'infatigable et batailleur Altiero Spinelli, qui s'est fait le promoteur d'une idée qui a rapidement pris racine et recueilli un succès inespéré et flatteur auprès des députés de presque toutes les forces politiques représentées à l'Assemblée: faire du Parlement européen une sorte de «constituante» qui élabore le projet d'un nouveau traité pour la création d'une Union européenne dotée d'institutions efficaces et solides, où la voix des représentants populaires se voit attribuer un rôle et un poids mérités.

Cet ambitieux projet a été formulé un soir de 1980 autour d'une table d'un célèbre restaurant strasbourgeois, le «Crocodile», qui a donné son nom à l'initiative. Altiero Spinelli proposa à ses commensaux un plan simple et ambitieux. Vu que l'on ne pouvait

pas attendre du Conseil des ministres et des gouvernements des Etats-membres, paralysés par des contrastes et la funeste règle de l'unanimité, de décisions révolutionnaires comme celle de la mise en chantier d'un nouveau traité, il fallait que ce soit les députés qui s'en chargent. Pour avoir des chances de succès, le plan devait, cependant, obtenir un vaste consentement dans la salle du Parlement. C'est ainsi que Spinelli et un petit groupe d'europarlementaires commencèrent une oeuvre longue et patiente de conviction, qui s'est positivement conclue en juillet de l'année dernière, lorsque «la résolution du Crocodile» put être présentée à Strasbourg avec pas moins de 180 signatures. Y figurent celles de socialistes et de démocrates-chrétiens, de communistes et de conservateurs; en somme, un déploiement composite qui démontre combien l'idée d'une relance européenne est en mesure d'obtenir l'assentiment de forces idéologiquement et politiquement différentes et divisées. La motion présentée dans l'hémicycle du Parlement devait obtenir une majorité écrasante: 197 oui, 24 non et 12 abstentions.

Que se passera-t-il maintenant? Le Parlement européen a décidé de créer, dès janvier 1982, une commission permanente qui aura comme unique tâche d'élaborer un nouveau traité. Elle s'appellera «Commission pour les problèmes institutionnels» et sera composée des représentants de tous les groupes. La commission réfèrera périodiquement à l'Assemblée plénière sur l'évolution de ses travaux, afin qu'il puisse y avoir un débat vaste et constant sur les délicats problèmes à caractère institutionnel et politique que comporte le projet.

LA PAROLE AUX ELECTEURS

Ce projet de traité sera définitivement approuvé et présenté directement aux Etats-membres pour être ratifié avant la fin de la législature, c'est-à-dire au début de l'année 1984. C'est à ce moment-là que naîtront les principales difficultés. Personne ne se fait d'illusions sur les possibilités offertes par les

dix Parlements nationaux pour procéder à une rapide ratification de ce projet qui, de toute façon, ne se fera pas avant les élections européennes de 1984. Mais les électeurs qui seront appelés, cette année-là, à se rendre aux urnes ne devront pas voter uniquement pour le renouvellement du Parlement européen en choisissant leurs représentants à Strasbourg; ils pourront dire, également et à travers leur choix, s'ils approuvent ou non le projet soumis à la ratification des assemblées nationales.

Satisfait pour le succès remporté par le «crocodile», Altiero Spinelli déclare: «Je suis persuadé qu'il existe, au sein de ce Parlement, une large majorité favorable au renforcement des institutions de la Communauté et cette majorité est réelle dans tous les pays et les groupes politiques. Mais il y a, également, les adversaires et eux aussi doivent avoir et auront la possibilité de faire valoir leurs propres options et leur opposition. Pour la première fois, le débat sur l'Europe cessera d'être limité à de petites minorités et deviendra un thème central de la vie politique européenne. Nos peuples pourront enfin décider avec les méthodes de la participation démocratique et non plus par des initiatives ou un obstructionnisme de tel ou tel gouvernement, s'ils voudront faire avancer l'unification européenne».

Willi Brandt, le prestigieux leader de la social-démocratie allemande et dont les interventions à Strasbourg ont toujours été suivies avec beaucoup d'attention, affirme que la décision sur l'avenir de la Communauté ne peut pas être confiée uniquement aux diplomates et aux gouvernements. Le Parlement européen - déclare Brandt - doit assumer ses propres responsabilités et démontrer, en 1984, à ses électeurs que la confiance accordée aux députés européens, cinq ans auparavant, a été payée de retour. L'Europe communautaire - soutient l'ex-chancelier fédéral - doit étendre sa sphère d'action non seulement aux secteurs de l'économie, mais également à ceux plus spécifiquement politiques, et se montrer capable d'affronter des thèmes nouveaux et actuels, comme le désarmement et la lutte contre la faim dans le monde.

Le député démocrate-chrétien néerlandais, Sjouke Jonker, ex-chef de cabinet du président de la Commission européenne Sico Mansholt, a adhéré avec enthousiasme à l'initiative lancée par le «club du crocodile». Pour nous, du Parti populaire européen -affirme-t-il - il est important que le Parlement dispose d'un véritable pouvoir d'égalité avec le Conseil des ministres.

LA DIMENSION «EUROPE»

Selon le communiste Pancrazio De Pasquale, président de la Commission pour la politique régionale, l'expérience de ces deux années de vie parlementaire à Strasbourg a servi à consolider la conviction qu'une «dimension Europe» est indispensable pour affirmer le rôle mondial des démocrates occidentales et faire avancer la fonction rénovatrice du mouvement ouvrier. On ne peut pas nier au Parlement européen, dans cet ordre d'idée, le droit de proposer un nouvel équilibre institutionnel et insister sur l'exigence d'un renforcement significatif de ses pouvoirs.

Cependant, les communistes français ne sont pas d'accord quant à cette position. Jacques Denis, membre du Comité central du P.c.f. n'approuve pas les initiatives visant à revoir le Traité de Rome qui, à son avis, doit être conservé tel qu'il est. Il s'agit d'une conception partagée, également, par les députés danois du mouvement «antimarché commun». Mais, comme l'ont démontré les résultats du vote, les adversaires de la réforme institutionnelle représentent une petite majorité.

Le libéral Enzo Bettiza, signataire du document, fait remarquer, ironiquement, que nous ne sommes plus à l'époque de l'Antique Egypte et que ce n'est donc pas le cas d'adorer le crocodile comme s'il s'agissait d'une divinité. Il ajoute, cependant, que l'initiative est très intéressante, même s'il faudra définir avec précision l'Europe que l'on désire créer, une Europe solidement ancrée à l'Occident et peu disposée à la tentation neutraliste. Mauro Ferri, social-

démocrate et président de la commission juridique, affirme avoir dû surmonter des incertitudes et des perplexités avant d'adhérer à la proposition Spinelli; mais il est désormais pleinement convaincu de sa valeur. Si l'on désire que l'Europe accomplisse un pas en avant -affirme-t-il - il faut modifier l'équilibre institutionnel actuel et donner plus de fonctions au Parlement.

LEZARDS ET CROCODILES

Paolo Gaiotti De Biase (DC) voit à la base de la proposition Spinelli une constatation réaliste. La création d'une commission spéciale de ce type rentre dans les pouvoirs du Parlement européen et le place, sous le profil procédural, sur un terrain inacceptable. Le grand mérite du «crocodile» -déclare le parlementaire italien - est d'avoir su rallier des députés provenant de toutes les tendances politiques.

Le socialiste Giorgio Ruffolo est un partisan convaincu de cette proposition. Je ne l'ai jamais envisagée - observe-t-il - comme une entreprise d'ingénierie institutionnelle, mais comme une initiative politique qui élève le Parlement à sa véritable fonction de représentation démocratique d'une volonté européenne.

Ruffolo a fait sourire les députés lorsqu'il rappela une petite histoire qui circulait en Pologne à l'époque de Gomulka. «Qu'est-ce qu'un lézard?» demande l'un -«C'est un crocodile passé à travers la procédure du Gosplan» répond l'autre. En ancrant son initiative à une institution strictement politique, comme le Parlement européen, Spinelli a voulu la mettre à l'abri de toute métamorphose bureaucratique mortifiante.

U. P.

GARIBALDI ET L'EUROPE

Mémoire du Général Garibaldi aux puissances européennes

Toutes les intelligences peuvent comprendre que l'Europe est bien loin d'être dans un état normal et conventionnel

Quelqu'un peut enfin se demander: pourquoi l'Europe est-elle si agitée? Tout le monde parle de civilisation et de progrès. Il me semble, par contre, que si l'on excepte le luxe il n'y a pas trop de différences avec les temps passés, lorsque les hommes s'entre-dévorèrent pour s'arracher une proie. Nous passons notre vie à nous menacer continuellement et mutuellement, alors qu'en Europe la grande majorité, non seulement de l'intelligentsia, mais des hommes de bon sens, aussi, comprend parfaitement que nous pourrions, malgré tout, passer notre pauvre vie sans cet état perpétuel de menace ou d'hostilité des uns contre les autres, et sans cette nécessité de nous tuer avec tellement de science et d'élégance qui semble fatalement imposée aux peuples par un ennemi secret et invisible de l'unité. Supposons une chose, par exemple.

Supposons que l'Europe forme un seul Etat.

Qui aurait jamais l'idée de la déranger chez elle? Qui oserait jamais, je vous le demande, troubler le repos de cette souveraine du monde?

Et, dans une telle supposition, il n'y aurait plus d'armées, plus de flottes, et les capitaux immenses, presque toujours arrachés aux besoins et à la misère des peuples pour être prodigués au service de l'extermination, seraient, par

contre, convertis au profit du peuple dans un développement colossal de l'industrie, dans l'amélioration des routes, dans la construction des ponts, dans le creusement des canaux, dans la constitution d'établissements publics et dans la construction d'écoles. Tout cela serait pour lutter contre la misère et l'ignorance d'un si grand nombre de pauvres créatures qui, dans les pays du monde entier et quel que soit leur degré de civilisation, sont condamnées à l'égoïsme du calcul et de la mauvaise administration des classes privilégiées et puissantes, à l'abrutissement, à la prostitution de l'esprit et de la matière.

La guerre n'étant presque plus possible, les armées deviendraient inutiles. Mais ce qui ne serait pas inutile, c'est d'entretenir chez le peuple, ses habitudes guerrières et généreuses, à l'aide de milices nationales, qui seraient prêtes à réprimer les désordres et n'importe quelle ambition qui tenterait de rompre le pacte européen.

Je désire ardemment que mes paroles soient rapportées à ceux à qui Dieu confia la sainte mission de faire du bien, et ils le feront certainement, préférant, à une grandeur fautive et éphémère, la véritable grandeur: celle qui se base sur l'amour et sur la reconnaissance des peuples.

Giuseppe Garibaldi

Sant'Angelo d'Alife (Caserta),
le 15 octobre 1860

OÙ EN EST L'INDUSTRIE EUROPEENNE DE L'AUTOMOBILE?

Elle constitue toujours un point de repère pour le développement industriel.

Elle joue un rôle propulseur sur les secteurs de base: 20 pour cent de la production du verre et 15 pour cent environ de la production du caoutchouc sont destinés au secteur de l'automobile.

A chaque poste de travail de l'industrie communautaire de l'automobile - qui occupait, en 1980, environ deux millions de personnes, c'est-à-dire 5,4 pour cent de la main-d'oeuvre industrielle - correspondent, approximativement, deux autres postes de travail dans les secteurs en amont.

Mais la puissance commerciale de l'industrie communautaire est en danger. Si la Communauté est encore un des plus importants exportateurs mondiaux d'automobiles et si ses exportations dans ce secteur lui permettent de financer 20 pour cent des importations de pétrole, sa position s'est, par contre, affaiblie sur les différents marchés.

L'affaiblissement sur le marché interne est mis en évidence par l'importance de la pénétration japonaise. En 1970, les Japonais couvraient, au sein de la Communauté, 0,6 pour cent des ventes avec 48 000 voitures. En 1980, ce pourcentage atteignait 8,9 pour cent avec 754 000 voitures.

Sur les marchés étrangers, les exportations européennes ont diminué de 23 pour cent entre 1970 et 1980, descendant ainsi de 2,5 millions à 1,9 million de voitures. Pendant la même période, les exportations mondiales ont augmenté d'environ 77 pour cent et les japonaises de 426 pour cent. Si la Communauté avait conservé sa part du commerce mondial (plus de 51 pour cent des exportations en 1970), elle aurait vendu, en 1980, 4,3 millions de voitures environ, soit 2,4 millions en plus de celles qu'elle a réellement vendues.

La voiture européenne dispose d'une vaste base industrielle, dont l'aspect fragmentaire exige, toutefois, d'être entièrement reconsidéré.

Le degré de concentration est inférieur en Europe. Aux Etats-Unis et au Japon les deux principaux constructeurs contrôlent environ 75 pour cent de leurs marchés respectifs. Dans la Communauté, il faut rassembler les cinq premières entreprises pour atteindre le même résultat. Grâce à certaines fusions, plusieurs groupes européens ont incontestablement acquis des dimensions qui les situent parmi les premières sociétés mondiales. Mais les structures issues de ces opérations sont naturellement très lourdes et demandent un effort considérable d'harmonisation avant de pouvoir être utilisées d'une façon optimale.

Il existe, malgré tout, un potentiel considérable de progrès. La Communauté se trouve dans une situation particulière, vis-à-vis de ses concurrents principaux: malgré ses faiblesses naturelles, son industrie de l'automobile dispose d'un potentiel de progrès plus important; c'est en Europe que le rapport «coût/bénéfice» des efforts possibles est probablement le plus favorable.

UNE STRATEGIE POUR LE FUTUR

L'industrie de l'automobile européenne a une grande partie à jouer et elle est en mesure de la gagner. Ce sont maintenant les entreprises qui doivent, surtout, définir et appliquer des mesures d'adaptation structurelle. Mais la Communauté peut leur faciliter la tâche, comme l'a souligné le Parlement européen à la fin d'un grand débat au début de 1981. La Commission européenne a défini, à ce propos, certaines orientations prioritaires:

- Sur le plan industriel, il faut favoriser une plus grande coopération entre les sociétés

européennes, dans le cadre d'une concurrence qui se situe, de plus en plus, à l'échelle mondiale. Mais cette loyauté de coopération est contrôlée, dans nos pays, par la Commission européenne chargée d'assurer le respect des normes du Traité de Rome. Une surveillance communautaire des aides nationales permettra d'assurer, dans ce contexte, l'honnêteté indispensable, d'éviter la course aux aides, ainsi que les gaspillages, de favoriser les débats entre les Etats-membres et de faciliter les organisations industrielles nécessaires tout en empêchant que des structures non compétitives soient à l'origine de la production excédentaire.

- Sur le plan financier, des programmes importants d'investissement rendront nécessaire le recours à l'emprunt. Les projets des constructeurs européens pour les prochaines années (3-5) s'élèvent à environ 35 milliards de dollars. Les prêts et les aides communautaires, accordés à travers la Banque Européenne d'Investissement, les fonds régional et social et la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) - environ 1,5 milliard d'ECU entre 1975 et 1980, soit plus de 5 pour cent de l'investissement total - peuvent jouer un rôle d'autant plus important si les critères d'attribution seront clairement indiqués. Ils devraient plus particulièrement se référer à l'amélioration de la productivité générale et au secteur des composants.

- Sur le plan technologique, il faut encourager l'innovation, afin de produire, dans des conditions concurrentielles, des véhicules répondant aux exigences énergétiques, qui préservent la sécurité des personnes et, en même temps, la qualité de l'environnement. Le bagage technologique doit être mieux exploité, la recherche doit être développée dans un contexte à long terme du système de l'automobile. Une coopération plus intense entre les entreprises, les pouvoirs publics et l'ensemble des partenaires intéressés est donc nécessaire. La Commission européenne soutient déjà l'effort de recherche des constructeurs, surtout dans le secteur des économies d'énergie. La Banque Européenne d'Investissements accorde, de son côté, des financements sous forme de prêts à long terme pour la réalisation d'investissements permettant de réduire la consommation d'énergie, qu'il s'agisse de la production de voitures comme de la consommation de carburant. La Communauté devrait intensifier sa contribution en soutenant l'acquisition, la diffusion et l'exploitation des connaissances.

- Sur le plan social et régional, un accord complet entre les responsables économiques et sociaux doit garantir le dynamisme et la souplesse qui permettront de concilier l'amélioration des conditions de travail avec une meilleure exploitation du moyen de production.

La Communauté peut, en outre, fournir l'adaptation du secteur de l'automobile à travers:

- Une meilleure exploitation de la dynamique du marché interne européen qui est le deuxième au monde après les Etats-Unis. Le Marché communautaire doit être libéré de tous les obstacles qui limitent les échanges. Non seulement dans le secteur des spécifications techniques, pour lesquelles le degré d'unification atteint par les pays de la Communauté dépasse déjà celui que l'on peut observer aux Etats-Unis, mais également dans les domaines de la législation des transports, des assurances, de la fiscalité, etc... D'autre part, la réglementation devrait mieux s'adapter à l'évolution économique, technologique et énergétique. Il faut cinq ans pour passer de la conception à la production en série d'un véhicule. Une approche globale à moyen et à long terme réalisée sur le plan européen et qui tienne compte des aspects concernant les économies d'énergie, la sécurité et l'environnement, peut aider les entreprises à protéger leurs positions de concurrence et à mieux organiser leur avenir.

- Un meilleur équilibre sur le marché mondial. Exportatrice nette de voitures (1 million environ en 1980), la Communauté est intéressée à conserver un marché international ouvert. Cette ouverture est mise en danger par l'attitude du Japon qui a exporté en 1980 plus de la moitié de sa production, alors que ses importations sont restées presque inchangées. Il est nécessaire, au-delà des mesures et des accords provisoires tendant à modérer l'afflux des voitures japonaises, de trouver des solutions à long terme, basées sur un dialogue organisé entre les principales zones de production. Il est donc évident que, dans ce cas, les Européens pourront mieux faire entendre leur voix s'ils se présentent unis devant leurs partenaires. Au lieu de chercher des solutions nationales, les Etats-membres doivent donner à la Communauté les moyens pour pouvoir suivre une politique commerciale cohérente vis-à-vis des pays tiers.

LIVRES REÇUS

SERGIO PISTONE, *L'Italia e l'Unità europea*, dalle premesse storiche all'elezione del Parlamento europeo, n. 32 della collana «Documenti della Storia», Loescher editore, Torino 1982, 450 pp. Lit. 16.000

«Si l'Italie a un besoin vital de l'Europe, cette dernière a également besoin d'une participation active de l'Italie au processus de sa construction». Telle est la conclusion à laquelle arrive Sergio Pistone (professeur d'histoire de l'idéologie politique contemporaine à l'Université de Turin) dans le chapitre final de ce volume, consacré aux aspects les plus caractéristiques du débat sur l'unité européenne, tel qu'il s'est développé en Italie de la Résistance à nos jours (mais un premier chapitre concerne l'entre-deux-guerres). Le livre consiste, essentiellement, en un recueil sélectif d'une série de «documents» significatifs, dont chacun est précédé d'une brève analyse et qui permettent de reconstruire «l'itinéraire» du débat sur le processus d'intégration qui a eu lieu en Italie après la Seconde Guerre mondiale.

L'auteur pense que sans l'Italie, l'Europe aurait tendance à devenir un «club

de pays forts» n'ayant pas une exigence réelle de procéder à une rééquilibrage régional au niveau européen et de se doter d'un ensemble cohérent de politiques communes. Ils n'ont donc pas, également, l'exigence d'une intégration positive qui constitue le véritable fait politique nouveau.

Pistone pense que la présence italienne dans ce processus a une importance politique considérable, car elle peut contribuer à un renouvellement de la social-démocratie et faire de l'Europe un facteur de progrès dans les relations internationales et dans l'évolution de la société en général. C'est d'ailleurs justement cela qui justifie le caractère «révolutionnaire» que la constitution de l'Europe unie a eu dès le début.

Ce volume ne peut pas manquer dans les bibliothèques de tous ceux qui suivent avec attention les faits historiques et actuels de notre Europe.

ABONNEMENTS

Italie:

ordinaire	lire	12000
de soutien	lire	50000

Pays extra-européens:

ordinaire	USAS\$	20
de soutien	USAS\$	60

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	120	(ou contre-valeur dans une autre
de soutien	ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1982. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

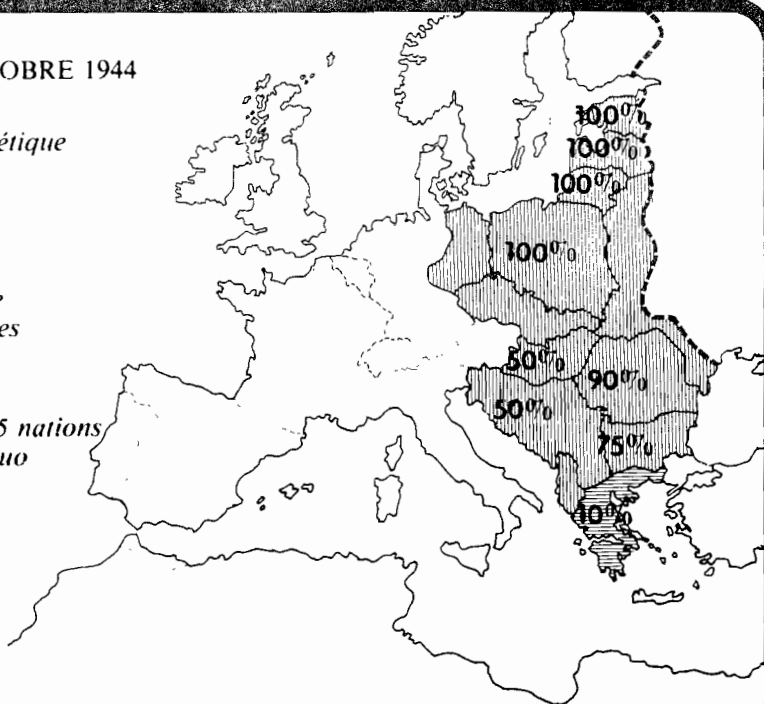
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>M. Contri:</i> L'Europe est-elle sur le bon chemin?	1
<i>R. Cestelli:</i> Le mythe de Yalta, réponse à Lord Gladwyn	5
<i>S.M. Pisana:</i> Une menace pour la paix	7
Les problèmes actuels de l'unification européenne vus par M. G. Spadolini	11
<i>U. Pagani:</i> Opération «Crocodile»	13
Garibaldi et l'Europe	16
Où en est l'industrie européenne de l'automobile?	17
Livres reçus	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo 70%

Editrice Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11